

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-Etats-Unis-et-l-OTAN-avec-l-aide-du-Forum-economique-mondial-font-ils-pression-en-faveur-d-une-famine-dans-le-Sud>

Les États-Unis et l'OTAN (avec l'aide du Forum économique mondial) font-ils pression en faveur d'une famine dans le Sud ?

Date de mise en ligne : lundi 6 juin 2022

- Réflexions et travaux -

Description :

Les États-Unis et l'OTAN (avec l'aide du Forum économique mondial) font-ils pression en faveur d'une famine dans le Sud ?

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La guerre par procuration en Ukraine s'avère-t-elle n'être qu'un prélude à quelque chose de plus vaste, impliquant une famine mondiale et une crise de change pour les pays à déficit alimentaire et pétrolier ?

Il est probable que beaucoup plus de personnes mourront de la famine et des perturbations économiques que sur le champ de bataille ukrainien. Il convient donc de se demander si ce qui est apparu comme une guerre par procuration en Ukraine fait partie d'une stratégie plus large visant à verrouiller le contrôle des États-Unis sur le commerce et les paiements internationaux. Nous assistons à une prise de pouvoir financièrement armée de la zone dollar des États-Unis sur le Sud et l'Europe occidentale. Sans le crédit en dollars des États-Unis et de sa filiale le FMI, comment les pays peuvent-ils rester à flot ? Jusqu'à quel point les États-Unis vont-ils agir pour les empêcher de dédollariser, de sortir de l'orbite économique des États-Unis ?

La stratégie étasunienne de la guerre froide n'est pas la seule à penser comment tirer profit de la provocation d'une famine, d'une crise du pétrole et de la balance des paiements. Le Forum économique mondial de Klaus Schwab s'inquiète du fait que le monde est surpeuplé - du moins avec le « *mauvais type* » de personnes. Comme l'a expliqué Bill Gates, philanthrope chez Microsoft (l'euphémisme habituel pour monopoliste rentier) : « *La croissance démographique en Afrique est un défi* ». Le rapport 2018 « *Goalkeepers* » de sa fondation de lobbying met en garde :

« Selon les données de l'ONU, l'Afrique devrait représenter plus de la moitié de la croissance démographique mondiale entre 2015 et 2050. Sa population devrait doubler d'ici 2050, « avec » plus de 40 % des personnes extrêmement pauvres du monde... dans seulement deux pays : la République démocratique du Congo et le Nigeria ».

M. Gates préconise de réduire de 30 % cette augmentation prévue de la population en améliorant l'accès au contrôle des naissances et en développant l'éducation pour « *permettre* » à davantage de filles et de femmes de rester à l'école plus longtemps et d'avoir des enfants plus tard ». Mais comment faire pour que cela soit possible avec la pression sur les budgets des gouvernements qui s'annonce cet été pour l'alimentation et le pétrole ?

Les Sudaméricains et certains pays asiatiques sont soumis à la même hausse des prix à l'importation résultant des exigences de l'OTAN visant à isoler la Russie. Le directeur de *JPMorgan Chase*, Jamie Dimon, a récemment averti les participants à une conférence d'investisseurs de *Wall Street* que les sanctions provoqueraient un « *ouragan économique* » mondial. Il s'est fait l'écho de l'avertissement lancé par la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, en avril dernier : « *Pour faire simple, nous sommes confrontés à une crise par-dessus la crise* ». Soulignant que la pandémie de Covid a été coiffée par l'inflation, la guerre en Ukraine a aggravé la situation et menace d'accroître encore les inégalités :

« Les conséquences économiques de la guerre se sont propagées rapidement et loin, chez les voisins et au-delà, frappant le plus durement les personnes les plus vulnérables du monde. Des centaines de millions de familles luttent déjà contre la baisse des revenus et la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires ».

L'administration Biden reproche à la Russie une « *agression non provoquée* ». Mais c'est la pression exercée par son administration sur l'OTAN et d'autres satellites de la zone dollar qui a bloqué les exportations russes de céréales, de pétrole et de gaz. Mais de nombreux pays à déficit pétrolier et alimentaire se considèrent comme les premières victimes des « *dommages collatéraux* » causés par la pression des États-Unis et de l'OTAN.

La famine mondiale et la crise de la balance des paiements sont-elles une politique délibérée des États-Unis et de l'OTAN ?

Le 3 juin, le président de l'Union Africaine, Macky Sall, président du Sénégal, s'est rendu à Moscou pour planifier comment éviter une perturbation du commerce alimentaire et pétrolier de l'Afrique en refusant de devenir des pions dans les sanctions des États-Unis et de l'OTAN. Jusqu'à présent en 2022, le président Poutine a noté :

(« Nos échanges commerciaux augmentent. Au cours des premiers mois de cette année, il a augmenté de 34 % ». Mais le président Sall du Sénégal s'est inquiété de ce qui suit : « Les sanctions anti-Russie ont aggravé la situation et maintenant nous n'avons pas accès aux céréales en provenance de Russie, principalement au blé. Et, plus important encore, nous n'avons pas accès aux engrais ».)]

Les diplomates étasuniens obligent les pays à choisir si, selon les mots de George W. Bush, « *vous êtes soit pour nous, soit contre nous* ». Le test décisif est de savoir s'ils sont prêts à forcer leurs populations à mourir de faim et à fermer leurs économies par manque de nourriture et de pétrole en arrêtant le commerce avec le noyau eurasiatique du monde, à savoir la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran et leurs voisins.

Les médias occidentaux dominants décrivent la logique qui sous-tend ces sanctions comme la promotion d'un changement de régime en Russie. L'espoir était que le fait de l'empêcher de vendre son pétrole et son gaz, ses denrées alimentaires ou d'autres exportations ferait baisser le taux de change du rouble et « ferait hurler la Russie » (comme les États-Unis ont essayé de le faire au Chili d'Allende pour préparer le terrain en vue de leur soutien au coup d'État militaire de Pinochet). L'exclusion du système de compensation bancaire SWIFT était censée perturber le système de paiement et les ventes de la Russie, tandis que la saisie des 300 milliards de dollars de réserves de devises étrangères de la Russie détenues en Occident était censée faire s'effondrer le rouble, empêchant les consommateurs russes d'acheter les produits occidentaux auxquels ils s'étaient habitués. L'idée (qui semble si stupide rétrospectivement) était que la population russe se révolterait pour protester contre le coût plus élevé des importations de luxe occidentales. Mais le rouble s'est envolé au lieu de sombrer, et la Russie a rapidement remplacé SWIFT par son propre système, lié à celui de la Chine. Et la population russe a commencé à se détourner de l'inimitié agressive de l'Occident.

Il est évident que certaines dimensions majeures sont absentes des modèles des groupes de réflexion américains sur la sécurité nationale. Mais lorsqu'il s'agit de la famine mondiale, une stratégie plus secrète et encore plus vaste était-elle à l'oeuvre ? Il semble maintenant que le principal objectif de la guerre américaine en Ukraine ait été, depuis le début, de servir de catalyseur, d'excuse pour imposer des sanctions qui perturberaient le commerce mondial de l'alimentation et de l'énergie. En outre, gérer cette crise de manière à donner aux diplomates américains l'occasion de mettre les pays du Sud devant le choix suivant : « Ta loyauté et ta dépendance néolibérale ou ta vie ? » Dans le même temps, cela permettrait de « *dégraïsser* » les populations non blanches du monde qui inquiètent tant M. Dimon et le WEF.

Le calcul suivant a dû être fait

La Russie représente 40 % du commerce mondial des céréales et 25 % du marché mondial des engrais (45 % si l'on inclut le Bélarus). Tout scénario aurait inclus un calcul selon lequel si un volume aussi important de céréales et d'engrais était retiré du marché, les prix s'envoleraient, tout comme ils l'ont fait pour le pétrole et le gaz.

Pour ajouter à la perturbation de la balance des paiements des pays qui doivent importer ces produits de base, le

prix d'achat des dollars augmente pour payer leurs détenteurs d'obligations et leurs banques étrangères pour les dettes arrivant à échéance. Le resserrement des taux d'intérêt par la Réserve Fédérale a entraîné une augmentation de la prime du dollar américain par rapport à l'euro, à la livre sterling et aux devises du Sud.

Il est inconcevable que les conséquences de ces mesures sur les pays autres que l'Europe et les États-Unis n'aient pas été prises en compte, car l'économie mondiale est un système interconnecté. La plupart des perturbations se situent dans une fourchette de 2 à 5 %, mais les sanctions US et de l'OTAN d'aujourd'hui sont tellement éloignées de la tendance historique que les augmentations de prix vont dépasser largement cette fourchette. Rien de tel ne s'est produit ces derniers temps.

Cela suggère que ce qui apparaissait en février comme une guerre entre les Ukrainiens et la Russie est en réalité un élément déclencheur destiné à restructurer l'économie mondiale - et à le faire de manière à verrouiller le contrôle des États-Unis sur le Sud. Sur le plan géopolitique, la guerre par procuration en Ukraine a été une excuse commode pour les États-Unis afin de contrer l'initiative « *Belt and Road* » (BRI) de la Chine.

Le choix auquel sont confrontés les pays du Sud : mourir de faim en payant leurs créanciers et banquiers étrangers, ou annoncer, comme un principe de base du droit international :

« En tant que pays souverains, nous plaçons notre survie au-dessus de l'objectif d'enrichir les créanciers étrangers qui ont consenti des prêts qui ont mal tourné en raison de leur choix de mener une nouvelle guerre froide. Quant aux conseils néolibéraux destructeurs que le FMI et la Banque Mondiale nous ont donnés, leurs plans d'austérité ont été destructeurs au lieu d'être utiles. Par conséquent, leurs prêts ont mal tourné. En tant que tels, ils sont devenus odieux ».

La politique de l'OTAN n'a donné aux pays du Sud aucun autre choix que de rejeter sa tentative d'établir une mainmise alimentaire des États-Unis sur le Sud en bloquant toute concurrence de la Russie, monopolisant ainsi le commerce mondial des céréales et de l'énergie. Le principal exportateur de céréales était le secteur agricole américain, lourdement subventionné, suivi par la politique agricole commune (PAC) de l'Europe, fortement subventionnée. Il s'agissait des principaux exportateurs de céréales avant l'entrée en scène de la Russie. La demande des États-Unis et de l'OTAN est de revenir en arrière pour rétablir la dépendance à l'égard de la zone dollar et de ses satellites de la zone euro.

Le contre-plan implicite de la Russie et de la Chine

Ce qu'il faut pour que la population mondiale non-US/OTAN survive, c'est un nouveau système commercial et financier mondial. L'alternative est la famine mondiale pour une grande partie du monde. Les sanctions feront plus de victimes que les champs de bataille ukrainiens. Les sanctions financières et commerciales sont aussi destructrices que les attaques militaires. Le Sud est donc moralement justifié de faire passer ses intérêts souverains avant ceux des détenteurs de l'armement financier et commercial international.

Premièrement, rejeter les sanctions et réorienter le commerce vers la Russie, la Chine, l'Inde, l'Iran et leurs homologues de l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS). Le problème est de savoir comment payer les importations en provenance de ces pays, surtout si les diplomates américains étendent les sanctions contre ce commerce.

Il est impossible que les pays du Sud puissent payer le pétrole, les engrais et les denrées alimentaires provenant de ces pays et payer également les dettes en dollars qui sont l'héritage de la politique commerciale néolibérale parrainée par les États-Unis et soumise au protectionnisme des États-Unis et de la zone euro.

Par conséquent, la deuxième nécessité est de déclarer un moratoire sur la dette - en fait, une répudiation - des dettes qui représentent des prêts qui ont mal tourné. Cet acte serait analogue à la suspension, en 1931, des réparations allemandes et des dettes interalliées dues aux États-Unis. Tout simplement, les dettes actuelles du Sud ne peuvent être payées sans soumettre les pays débiteurs à la famine et à l'austérité.

Un troisième corollaire qui découle de ces impératifs économiques est le remplacement de la Banque Mondiale et de ses politiques pro-US de dépendance commerciale et de sous-développement par une véritable Banque d'accélération économique.

Cette institution s'accompagne d'un quatrième corollaire, sous la forme de la soeur de la nouvelle banque : un remplacement du FMI exempt de l'économie de pacotille de l'austérité et des subventions aux oligarchies clientes des États-Unis, couplé à des raids monétaires sur les pays qui résistent à la privatisation et aux prises de contrôle de la financiarisation par les États-Unis.

La cinquième exigence est que les pays se protègent eux-mêmes en rejoignant une alliance militaire comme alternative à l'OTAN, pour éviter de devenir un autre Afghanistan, une autre Libye, un autre Irak ou une autre Syrie ou... encore une autre Ukraine.

Le principal obstacle à cette stratégie n'est pas la puissance des États-Unis, qui se sont révélés être un tigre de papier. Le problème est celui de la conscience et de la volonté économiques.

Michel Hudson* pour son [blog](#) personnel

Original : « [Is US/NATO \(with WEF help\) pushing for a Global South famine ?](#) ». USA, juin 2022

[Michael Hudson](#). USA, 6 juin 2022.

* **Michael Hudson** a travaillé comme économiste à Wall Street. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends* (ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire* » (une nouvelle ed., Pluto Press, 2003) et « *Trade, Development and Foreign Debt : How Trade and Development Concentrate Economic Power in the Hands of Dominant Nations* » (ISLET, 2009). Sa page Web : [Michel Hudson](#)

Traduction de l'anglais par et pour : [El Correo de la Diaspora](#)

[El Correo de la Diaspora](#). Paris le 6 juin 2022

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org